



Communiqué de presse

Paris, le 10 octobre 2006

Modernisation du dialogue social : L'USGERES regrette que le Président de la République élude la question de la représentativité des organisations patronales

L'Union de Syndicats et Groupements d'Employeurs Représentatifs dans l'Economie Sociale (USGERES) a suivi avec attention l'intervention du Président de la République devant le Conseil Economique et Social ce mardi 10 octobre, sur la modernisation du dialogue social.

Si l'USGERES estime que la plupart des propositions avancées par le Président de la République vont dans le bon sens (rendez-vous annuel d'échanges entre partenaires sociaux, discours annuel du Premier ministre devant le Conseil Economique et Social sur l'état social de la Nation, consultation et négociation entre les partenaires sociaux avant tout projet de loi modifiant le code du travail, Sécurité sociale professionnelle...), elle regrette néanmoins que le Président de la République n'ait pas fait état de la situation des partenaires sociaux au regard des règles régissant leur représentativité.


En éludant la question de la représentativité des organisations professionnelles et syndicales, le Président de la République ne traite qu'un aspect de la rénovation du dialogue social alors que la question centrale à laquelle il faut répondre est celle de l'évolution des modes de définition des règles du paritarisme à l'échelle nationale, pour plus de transparence et d'équité.

Une absence de réforme des règles de représentativité continuerait à priver l'économie sociale, soit 2 millions de salariés et près de 800 000 entreprises, du champ de la négociation collective dont elle est aujourd'hui exclue.

L'USGERES sera attentive au rapport que rendra le Conseil Economique et Social courant novembre sur ce sujet et des suites qui y seront données par le Gouvernement.

Contact presse

Sébastien DARRIGRAND

 01.43.41.71.72

www.usgeres.fr